AVENANT N°1 (A LA CONVENTION)

A la Convention de concession attribuée à la **COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFAGE A DISTANCE** un avenant a été signé le 8 janvier 1975 et approuvé par la Préfecture le 25 mars 1975.

Objet : Modification de l'article 2 de la convention sur des dispositions financières qui sont en contradiction avec les décisions du Conseil Municipal du 18/11/1963.

AVENANT N°2 (A LA CONVENTION)

On notera que cette pièce appelée Avenant n° 2 est, en réalité, une convention présentée par la SOCIETE DE DISTRIBUTION DE CHALEUR DE CLICHY qui n'a jamais été concessionnaire du service, mais la COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFAGE A DISTANCE.

Cette convention signée en décembre 1991 modifie dans un article 1 les dispositions financières mais surtout précise dans son article 2 que la convention est prolongée jusqu'en 2015, c'est-à-dire une prolongation de 20 ans sans aucun engagement.

Nous ne retrouvons pas de trace d'une quelconque approbation de la Préfecture.

L' article 2 annonce qu' à la COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFAGE A DISTANCE a été substituée LA SOCIETE DE DISTRIBUTION DE CHALEUR DE CLICHY.

On comprend mal que de telles situations aient pu se produire sans observation de l'autorité de tutelle, la Préfecture, et sans en signaler l'importance à la Municipalité de CLICHY pour faire l'objet d'une décision du Conseil municipal.

A la convention et ses 2 avenants est attaché un cahier des charges qui ne comporte pas moins de 8 avenants où l'on constate de graves manquements ou des formules qui sont de nature à fausser les règles des engagements pris à l'origine.

On notera qu'en 2007 on exploite un service public de chauffage urbain sur des bases datant de 1963, dans un flou total des responsabilités qui doivent être celles d'un concessionnaire.

REMARQUE IMPORTANTE :

Nulle part, il est précisé que la S D C C supporte le financement d'un concessionnaire.

DEROULEMENT DE LA CONCESSION - EXPLOITATION

CONVENTION DE CONCESSION --- CAHIER DES CHARGES
DU 18/11/1965 DU 18/11/1965

AVENANT N° 1 AU C C
DU 12/4/1968

AV N° 1 A LA CONVENTION
DU 8/1/1975

AVENANT N° 2 AU C C
DU 8/1/1975

AVENANT N°3 AU C C
DU 20/12/1976

AVENANT N°4 AU C C
DU 17/12/1987

CONVENTION TRIPARTITE DU 22/5/1990

AV N° 2 A LA CONVENTION
DU 16/12/1991

AVENANT N°5 AU C C
DU 22/12/1991

AVENANT N° 6 AU C C
DU 22/12/1991

AVENANT N° 7 AU C C
DU 25/5/1999

AVENANT N° 8 AU C C
DU 18/12/2001

CAHIER DES CHARGES

La convention de concession de 1965 était accompagnée d'un cahier des charges d'exploitation et de réalisations.

Ce cahier des charges a été établi et présenté le 18 janvier 1965, nous relèverons cette référence très importante dont la répercussion se fera sentir jusqu'en 2015, à moins de prendre les dispositions pour mettre de l'ordre dans ce document et ses avenants, ce que nous recommandons.

En effet, dans son article 21 intitulé Prix de vente de la Chaleur, on trouve la formule d'actualisation qui comporte une partie fixe de 0,10 c'est-à-dire sans tenir compte des investissements annoncés par le concessionnaire et garantis par la Ville.

Par ailleurs, dans l'établissement de certains avenants concernant les différents combustibles, on notera la disparition de la partie fixe.

Avec la convention de concession aurait dû être annexé le tableau d'amortissement de l'emprunt de 12.500.000 F et l'incidence annuelle sur le compte d'exploitation prévisionnel car le prix de vente de la chaleur figurant au cahier des charges comporte l'amortissement du capital et ses intérêts .

On constate l'absence de cette valeur dans la partie fixe.

Avec cette formule, on actualise chaque année l'annuité qui comporte capital et intérêts, cet emprunt ayant été fait en 1965, il dut supporter les chiffres de l'inflation des années 70 qui sont passés de 13 à 17 %.

De plus, les indices de la formule ont comme référence octobre 2002, c'est-à-dire que les prix de départ subissent une augmentation non justifiée que le client va subir tout au long de la durée de la convention.

Dans le cahier des charges ne figurent nulle part les limites du domaine concédé, ni l'article concernant le renouvellement. C'est une faute grave et intentionnelle, car cela soulève la question : où commence le gros entretien renouvellement GER, le gros entretien, l'entretien courant ?

En revanche, nous ne retrouvons aucun article définissant une éventuelle REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC dont le montant est déterminé par la Ville en rapport avec les longueurs des canalisations du réseau.

Nous retrouvons bien un article sur l'entretien et le renouvellement des branchements et des compteurs qui, eux, sont à la charge de l'abonné.

L'ensemble de ces documents fait un amalgame de définitions, d'engagements, de responsabilités, présentés par de nombreux dirigeants avec une évolution de sociétés dans un groupe restructuré où l'on ne retrouve pas la S D C C .

C'est pourquoi je recommande une mise à plat de la concession et son cahier des charges, de tous les avenants qui en découlent, afin de terminer une prestation en 2015 avec des responsabilités définies, des prix convenables, mais seulement après avoir eu une vue sur le passé.

Pour cela, nous avons repris les comptes sur les 5 derniers exercices afin de faire prendre conscience à la Ville de CLICHY de l'incidence financière à fin 2005, derniers comptes fournis.

Il ne faut pas négliger les deux audits exécutés en 2002 et 2004 par des cabinets sérieux mais à qui on peut reprocher de ne pas avoir chiffré l'indemnité à laquelle pouvait prétendre la Ville, ils ont toutefois signalé les incohérences dans les prix et les méthodes, à décharge pour eux de n'avoir pas eu à leur disposition tous les documents.

Nous tenons à signaler que nous avons fait savoir notre intention ferme d'obtenir tous les documents nécessaires et, à 95 %, ELYO s'est exécuté.

Mais prenons connaissance de l'analyse financière :

Nous faisons une réserve pour dire que des chiffres annoncés dans les comptes rendus financiers sont inexacts. Il s'agit d'erreurs dont on tiendra compte, sans pour cela en détenir la vérité.

VILLE DE CLICHY

AUDIT CHAUFFAGE URBAIN

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE CHALEUR DE CLICHY (S.D.C.C.)

ANALYSE DE L'EXPLOITATION DE 2002 A 2005 INCLUS

Cette analyse porte sur les postes de produits et de charges repris dans les comptes rendus financiers remis par le concessionnaire, qui ont été rapprochés des comptes sociaux de la société.

I. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

I.1. LES RECETTES DE VENTE DE CHALEUR (CHAUFFAGE + E.C.S.)

a) Elles ont évolué comme suit :

VENTES EN EUROS	2002	2003	2004	2005
R1 Réseau	6.432.169	6.812.908	6.977.322	7.440.525
R2 Réseau	2.210.103	2.373.228	2.409.733	2.504.660
TOTAL Réseau	8.642.272	9.186.136	9.387.056	9.945.186
Ventes ELYO (R1)	1.486.561	1.923.832	1.963.176	2.202.026
Quote-part abonnement C.P.C.U.	56.599	83.348	108.677	112.580
TOTAL Ventes Extérieures	1.543.160	2.007.180	2.071.853	2.314.606
C.A. TOTAL	10.185.432	11.193.316	11.458.909	12.259.792

Le chiffre d'affaires total de la S.D.C.C. s'est élevé de 10.185 K.€. en 2002 à 12.259 K.€ en 2005 soit en hausse de 20,3 %.

Le chiffre d'affaires vente de chaleur au réseau s'est élevé de 8.642 K.€. en 2002 à 9.945 K.€ en 2005 soit en hausse de 15 %.

Les ventes à ELYO pour les besoins du LEM sont passées de 1.543 K.€ en 2002 à 2.314 K.€ en 2005 soit en hausse de 49,9 %.

b) Puissances souscrites (en K.W.) et vente de chaleur (en Mwh) :

Evolution des puissances souscrites (en K.W.)

KW SOUSCRITS	2002	2003	2004	2005
Réseau	95.849	96.230	96.606	97.729
LEM (*)	38.885			
TOTAL	134.734			

(*) Pour 2003-2004-2005, la S.D.C.C. n'a pas répondu à notre demande.

Evolution du volume des ventes de chaleur (en Mwh)

M.W.h.	2002	2003	2004	2005	2005/2004
Réseau	148.695	156.619	158.618	152.702	- 3,7 %
LEM	76.309	70.421	85.483	82.235	- 3,8 %
TOTAL	225.004	227.040	244.101	234.936	- 3,75 %
D.J.U.	2.091	2.310	2.309	2.263	- 2 %

c) Analyse des tarifs

Les tarifs moyens obtenus en divisant les ventes par les quantités physiques correspondantes ont évolué de la manière suivante :

TARIFS	2002	2003	2004	2005	2005/2004
Réseau R1 (€/Mwh)	43,26	43,50	43,99	48,72	10,75 %
Réseau R2 (€/Kw)	23,06	24,66	24,94	25,63	2,76 %
Moyen réseau (€/Mwh)	58,12	58,65	59,18	65,12	10,03 %
Moyen LEM (€/Mwh)	20,22	28,50	24,23	28,14	16,13 %

D'après les éléments de réponses fournis par le délégataire, les tarifs de ventes mensuels ont été les suivants sur les 3 derniers exercices 2004 - 2005 - 2006 :

	Proportionnel (R1) en €/MWh		Abonnement (R2) en €/Kw	
	Base	Optionnel	Base	Optionnel
janvier-04	37,91	47,62	41,33	20,68
février-04	37,87	47,61	41,40	20,71
mars-04	37,97	47,71	41,43	20,72
avril-04	37,68	47,45	41,53	20,76
mai-04	37,88	47,68	41,64	20,79
juin-04	37,86	47,69	41,74	20,83
juillet-04	39,57	49,46	42,01	20,96
août-04	39,55	49,45	42,02	20,97
septembre-04	39,54	49,46	42,08	20,99
octobre-04	40,75	50,72	42,24	21,05
novembre-04	40,63	50,68	42,51	21,14
décembre-04	41,51	51,57	42,55	21,16
Moyenne année 2004	39,06	48,93	41,87	20,90
	Proportionnel (R1) en €/MWh		Abonnement (R2) en €/Kw	
	Base	Optionnel	Base	Optionnel
janvier-05	42,18	52,25	42,61	21,19
février-05	42,23	52,32	42,63	21,20
mars-05	42,40	52,50	42,68	21,21
avril-05	41,34	51,50	42,87	21,28
mai-05	41,33	51,54	43,05	21,34
juin-05	41,45	51,69	43,14	21,38
juillet-05	44,54	54,80	43,13	21,32
août-05	44,58	54,87	43,20	21,34
septembre-05	44,82	55,12	43,27	21,36
octobre-05	47,64	57,99	43,44	21,43
novembre-05	50,54	60,93	43,55	21,47
décembre-05	51,27	61,69	43,66	21,51
Moyenne année 2005	44,53	54,77	43,10	21,34
	Proportionnel (R1) en €/MWh		Abonnement (R2) en €/Kw	
	Base	Optionnel	Base	Optionnel
janvier-06	53,53	63,95	44,15	22,02
février-06	53,85	64,27	44,17	22,02
mars-06	53,29	63,76	44,34	22,08
avril-06	52,48	62,97	44,40	22,11
mai-06	53,62	64,18	44,65	22,19
juin-06	53,51	64,14	44,84	22,27
juillet-06	54,89	65,55	45,46	22,80
août-06	55,03	65,71	45,52	22,81
septembre-06	55,16	65,88	45,65	22,86
octobre-06	54,50	65,27	45,83	22,93
novembre-06	55,12	65,89	45,80	22,91
décembre-06	55,10	65,87	45,82	22,92
Moyenne année 2006	54,17	64,79	45,05	22,49

d) Analyse des tarifs à destination du LEM

Une partie importante des ventes de chaleur (près de 35 %) est à destination d'ELYO pour les besoins du réseau de LEVALLOIS (le LEM).

Ce transfert de chaleur de la C.P.C.U. au LEM est régi par une convention tripartite datée du 22 mai 1990 qui prévoit la tarification suivante :

- Partie proportionnelle - Tarif C.P.C.U. x 1,03.
- Partie fixe ayant évolué d'après l'analyse du poste abonnement R₂ du compte de résultat de 56 K.€ en 2002 pour atteindre 112 K.€ en 2003.

Par ailleurs ce dispositif prévoit également le versement par ELYO de deux redevances :

- 2 % des ventes H.T. au LEM sur une saison de chauffe octobre à septembre au profit de la S.D.C.C. soit : 39.798 €. pour 2005 ;
- 4 % des ventes H.T. au LEM au profit de la Ville de CLICHY soit : 79.527 €. pour 2005.

Il convient de rappeler les réserves déjà émises par des rapports antérieurs sur les modalités de calcul retenues pour prendre en compte les pertes du réseau entre le comptage C.P.C.U. et le compteur LEM.

Ces pertes ne sont prises qu'à hauteur de 3 % alors que les pertes du réseau sont historiquement de l'ordre de 13 % sur les exercices 2003 - 2004 - 2005.

On peut estimer, compte tenu du positionnement du point de livraison au LEM par rapport au point de livraison de la C.P.C.U., qu'un coefficient de majoration de 10 % devrait être pris en compte au lieu de 3 % sur la part proportionnelle de vente de vapeur C.P.C.U. à ELYO.

Ce qui a une incidence de majoration de la valorisation des volumes vendus au LEM de $\frac{1,10}{1,03} = 1,068$.

I.2. AUTRES PRODUITS

a) Produits des activités annexes

Ce poste a évolué comme suit (K.€) :

	2002	2003	2004	2005
Produits annexes	54	-	42	53
Mise à disposition de personnel			12	7

Les produits annexes incluent des droits de raccordement, et la redevance facturée à ELYO pour le LEM, cette dernière a évolué de la façon suivante :

2002	2003	2004	2005
35	32	38	39

b) Reprise sur provisions GER (K.€.)

Ce poste correspond à la reprise des provisions pour GER passées dans les exercices précédents.

Il a évolué comme suit (K.€.)

	2002	2003	2004	2005
Reprise sur provisions GER	649	1065	933	1.188

et l'on note une reprise sur provision de caducité de 119 K.€ en 2005.

c) Autres produits (K.€.)

	2002	2003	2004	2005
Autres produits de gestion courante	312	6	420	12
Restitution des quotas CO ₂ utilisés				265

D'après les éléments fournis par le concessionnaire, les 312 K.€ de 2002 correspondraient à une reprise de charge d'exploitation sur facture non parvenue constituée sur exercice antérieur. Il en serait de même pour 2004.

On ne peut que s'interroger sur ces décalages qui modifient très sensiblement le profil du résultat courant avant impôt (Voir ci-dessous § II-13).

Quant à la restitution des quotas CO₂ utilisés, apparaissant sur l'exercice 2005, elle équilibre strictement une charge de même montant portée au poste «autres charges de gestion courante».

Or, il convient de remarquer que la S.D.C.C. mentionne dans son compte rendu financier de l'exercice 2005 qu'elle dispose de quotas alloués pour la période 2005-2007 de 125.733 tonnes de CO₂ cumulées. (Cf page 12 du C.R.F.).

Elle a déclaré pour 2005 une émission de 27.807 tonnes de CO₂, ce qui, rapporté à la moyenne annuelle de l'allocation soit : $\frac{125.733}{3}$ égal environ 41.600, laisse un excédent de quota de $41.600 - 27.807 = 13.793$ tonnes de CO₂.

En toute transparence, cet excédent devait être valorisé et vendu sur le marché à un prix qui était alors de plus de 20 €. par tonne. Ce montant de $13.793 \times 20 = 275$ K.€. aurait dû ainsi être porté en produit du compte d'exploitation.

II. LES CHARGES D'EXPLOITATION

II.1. ACHATS D'ENERGIE CONSOMMES

a) Fioul

	2002	2003	2004	2005
Quantité (T)	707	790	501	1.033
Montant (K.€.)	118	239	154	266

Les quantités mentionnées sont celles figurant dans les annexes donnant le bilan énergétique de chaque exercice.

Les montants en K.€ tiennent compte de la variation de stock. On constate ainsi une évolution des prix moyens de la tonne de fuel utilisé de 166 €/T en 2002, 302 €/T en 2003, 307 €/T en 2004 et 257 €/T en 2005.

Or, l'évolution moyenne du prix DIREM a été la suivante pour le fuel de moins de 1 % de soufre, 201 €/T en 2002, 201 €/T en 2003, 187 €/T en 2004, 264 €/T en 2005.

Les chiffres des exercices 2003 et 2004 sont manifestement erronés et se traduisent par des surcoûts comptables.

b) Gaz

	2002	2003	2004	2005
Quantité (Mwh) (PCS)	128.250	140.625	151.416	134.497
Montant (K.€.)	1.907	2.210	2.608	3.223

L'évolution des prix moyens n'appellent pas de remarque particulière.

c) Vapeur C.P.C.U.

	2002	2003	2004	2005
Quantité (T)	192.345	219.182	221.972	224.538
Montant (K.€.)	2.835	3.614	3.484	3.963

d) Répartition des énergies (K.€.)

	2002	%	2003	%	2004	%	2005	%
Fioul lourd	118	2,5 %	239	3,9 %	154	2,4 %	266	3,7 %
Gaz	1.907	39,2 %	2.210	36,4 %	2.608	41,7 %	3.223	43,2 %
Vapeur CPCU	2.835	58,3 %	3.614	59,6 %	3.484	55,8 %	3.963	53,1 %
TOTAL	4.860	100 %	6.063	100 %	6.247	100 %	7.453	100 %

e) Rendements

Ils sont les suivants, tels qu'ils ressortent du rapport technique et financier du concessionnaire.

	2002	2003	2004	2005
Ventes de MVH	225004	227040	244101	234936
MWh vendus Elyo	76309	70421	85483	82235
MWh vendus réseau	148695	156619	158618	152702
Combustibles				
Vapeur				
tonnes	192345	219182	221972	224598
MWH	141538	157968	160647	160595
Fioul				
tonnes	707	790	501	1033
MWH	7 918	8 845	5 694	11 776
Gaz				
MWH PCS	128 250	140 625	151 416	134 497
MWH PCI	115 425	126 562	136 275	121 048
TOTAL appro (MWH)	264 881	293 375	302 616	293 419
Production (sortie chaufferie)				
Vapeur				
Total	141 538	157 968	160 647	160 595
Fioul				
rendement sortie chaufferie	111414	115471	121529	111741
Gaz				
rendement sortie chaufferie				
TOTAL production (MWH)	252 953	273 439	282 176	272 336
Pertes sur réseau	27 949	46 399	38 075	37 900
Rendement production	95,50%	93,20%	93,24%	92,81%
Rendement réseau	88,95%	83,03%	86,51%	86,26%
Rendement global	84,95%	77,39%	80,66%	80,07%

Si on isole le rendement chaudières - soit le rapport entre l'approvisionnement fioul-gaz et la production correspondante.

On obtient :

Rendement chaudières	90,33 %	85,27 %	85,60 %	84,13 %
----------------------	---------	---------	---------	---------

On constate ainsi que le rendement chaudières est en baisse. Cela est moins marqué sur le réseau. A cela le concessionnaire interrogé ne répond pas valablement.

II.2. AUTRES ACHATS HORS COMBUSTIBLES

a) Achats matériels

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Achat matériel	15	27	27	19
Achat matériel GER	335	142	244	217

Pour ce qui concerne les achats matériel GER, voir ci-dessous § II-8.

b) Autres achats

Eau - électricité

Il n'y a pas de remarques particulières.

II.3. SERVICES EXTERIEURS

a) Sous-traitance

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Sous-traitance	1.159	1.424	1.123	1.458
<u>dont</u> : prestations métiers	432	426	432	483
travaux GER	725	977	680	972

Le concessionnaire, interrogé sur la teneur des prestations métier a donné le détail suivant :

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
- ELYO : Exploitation du réseau et des sous-stations	330	341	354	364
- APPAVE Contrôles et honoraires techniques	25	7	31	15
- ACTARIS : Contrôles et entretiens compteurs	64	43	44	46
- Sous-traitance diverse	17	27	42	23

Ce détail fait apparaître des prestations d'exploitation faites par ELYO.

Il conviendrait d'avoir plus d'information sur ce poste car de deux choses l'une, ou ce sont des coûts d'exploitation qui se superposent au coût propre d'exploitation de la S.D.C.C., ou ce sont des travaux de premier établissement qui doivent être compensés en produit dans le compte d'exploitation. Et dans les deux cas, ces montants pèseraient anormalement sur les charges de l'exploitation.

Pour ce qui concerne les travaux GER, voir ci-dessous § II-8.

b) Locations immobilières - mobiliers - travaux d'entretien

Il n'y a pas de remarques particulières.

c) Assurances

(K.€.)			
2002	2003	2004	2005
61	68	58,6	57

Il n'y a pas de remarques particulières.

II.4. ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Elle évolue de la façon suivante en K.€.

2002	2003	2004	2005
665	621	660	758

Cette charge, d'après la convention intervenue le 2 janvier 2001 entre ELYO et la S.D.C.C., est fixée à 6 % du chiffre d'affaires H.T. des ventes de chaleur.

Or, on ne retrouve pas exactement ce pourcentage quand on rapporte son montant au chiffre total des ventes de chaleur (cf § I-1 ci-dessus). On obtient plutôt 6,53 % pour 2002, 5,54 % pour 2003, 5,76 % pour 2004, 6,18 % pour 2005.

Mais surtout, ce chiffre de 6 % est très élevé.

La S.D.C.C. disposant en propre de son personnel d'exploitation affecté à temps plein (conformément à la réponse apportée par ELYO dans son courrier du 4 mai 2007), l'assistance d'encadrement général ne se traduit pas en général par l'application d'un montant supérieur à 2 % du chiffre d'affaires H.T..

De surcroît, une partie de cette charge d'assistance administrative devrait en équité être répercutée à ELYO au prorata des ventes de chaleur réalisées à destination du LEM.

II.5. IMPOTS ET TAXES

(K.€.)

	2002	2003	2004	2005
	156	164	159	212
<u>dont</u> : taxe professionnelle	151	161	155	208

Il n'y a pas de remarques particulières.

II.6. FRAIS DE PERSONNEL

(K.€.)

	2002	2003	2004	2005
Frais de personnel	432	519	611	488
Charges sociales	204	239	271	241
TOTAL	636	758	882	729
(Mais hors indemnité de retraite)	(588)	(691)	(768)	(730)

L'exercice 2005 fait apparaître une discontinuité qu'il conviendrait d'analyser.

L'effectif de la S.D.C.C. a évolué comme suit - d'après les organigrammes fournis par le concessionnaire.

	2002	2003	2004	2005
Effectif total	26	19	22	22

La charge de personnel de l'exercice 2005 comporte manifestement une anomalie.

II.7. AMORTISSEMENTS INDUSTRIELS

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
	85	138	166	210
Dont :				
- Sur immobilisations incorporelles	0,4	1,5	1,8	1,7
- Sur immobilisations corporelles	34,7	60,8	74,5	70,5
- Sur amortissements industriels règle des 15 ans (domaine concédé)	50,-	75,7	90,-	137,9

Ces amortissements sont à rapprocher des investissements réalisés durant les exercices considérés, qui plus particulièrement pour ce qui concerne les investissements du domaine concédé justiciables de la règle des 15 ans sont les suivants :

2002	2003	2004	2005
378	384	471	995

On notera qu'en 2002, ce qui était déjà signalé, il n'y avait pas concordance entre les chiffres mentionnés dans le compte rendu technique et financier (610 K.€.) et le tableau des investissements du domaine concédé.

II.8. PROVISIONS POUR GER

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Dotation	831	857	869	923
Reprise	- 649	- 1.065	- 923	- 1.188
Différence	182	- 208	- 54	- 265
Provision figurant au bilan (1851 pour 2001)	2.033	1.825	1.771	1.506

On retrouve bien tous les chiffres figurant aux bilans à l'exception d'un écart de 8 K.€. sur 2005 (provision au bilan de 1.514 K.€. contre 1.506 K.€. sur la série précédente).

Ceci étant, comparant les reprises sur provisions GER figurant en produit du compte d'exploitation et mentionnées ci-dessus, avec les charges supportées en charges d'exploitation [- Achats GER (§ II-2a) et sous-traitance GER (§ II-3a)].

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Achats GER	335	142	244	217
Travaux GER	725	977	680	972
	1.060	1.119	924	1.189

Si pour 2004 et 2005, on retrouve les chiffres de reprise, on constate qu'en 2002, 411 K.€ sont restés en charges nettes et 54 K.€ en 2003, pesant d'autant sur le résultat.

II.9. AMORTISSEMENTS DE CADUCITE

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Dotation caducité	701	712	716	716
moins reprise	-	-	-	- 119
Fonds de caducité existant au bilan	10.765	11.477	12.193	12.789

On retrouve bien les chiffres figurant aux différents bilans.

Pour autant, il convient de rappeler que ces amortissements de caducité s'appliquent à tous les investissements du domaine concédé réalisés au plus tard en 2000, car à compter de 2001, soit 15 ans avant la fin de la concession, tous les investissements réalisés ensuite font l'objet d'un amortissement à hauteur de 1/15^{ème} de leur valeur pour chaque année écoulée depuis leur achèvement.

Ainsi à fin 2005, il reste 572 K.€ de valeur non amortie à la charge de la Ville en fin de concession.

Dans le même temps, à fin 2005, la provision pour GER figurant au bilan de la S.D.C.C. s'élevant à 1.506 K.€ sera, sauf disposition contraire (puisque ce n'est pas prévu au contrat de concession) acquise à la société - bien évidemment pour la valeur existant en fin de concession.

Ainsi, la large interprétation qui peut être faite entre investissement de GER et investissement du domaine concédé peut favoriser cette double récupération, gonfler les charges de l'amortissement à 15 ans, et lisser le résultat.

II.10. REDEVANCE A LA VILLE

Cette redevance au concédant est définie à l'article 4 de la convention de concession signée le 18 janvier 1965. Elle s'élève à 2 % des ventes de chaleur T.T.C. du réseau (hors LEM)
Elle a évolué comme suit :

	(K.€)			
	2002	2003	2004	2005
Redevance	214	211	224	237

Pour mémoire, le calcul donne :
206 K.€ pour 2002 et 219 K.€ pour 2003.

II.11. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

	(K.€)			
	2002	2003	2004	2005
- Produits financiers	17	15	13	11
- Frais financiers	373	326	251	257
<u>dont</u> intérêts emprunts	185	157	104	99
intérêts compte courant	184	169	146	158
Résultat financier	- 356	- 311	- 238	- 246

Les produits financiers correspondent essentiellement au produit des immobilisations financières.

Les intérêts du compte courant ELYO sont décomptés suivant convention du 1^{er} janvier 2002 aux taux EONIA plus 1 %.

Les emprunts figurant aux bilans ainsi que le compte courant ELYO évoluent de la façon suivante :

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Emprunt	3.664	3.179	2.723	2.293
Compte courant	3.544	4.296	4.812	5.939

II.12. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT

	(K.€.)			
	2002	2003	2004	2005
Résultat courant avant impôt	998	460	862	19

* * *

Avant d'établir une synthèse des observations qui ont été formulées précédemment et de leur incidence sur le résultat courant avant impôt, il importe de constater une anomalie existant entre l'évolution des ventes R₁ et des achats d'énergie (corrégés de la variation de stocks), telle qu'elle apparaît sur les comptes analysés.

L'évolution est en effet la suivante :

	(K.€.)				
	2001	2002	2003	2004	2005
- Ventes R ₁	8.356	7.918	8.736	8.940	9.642
- Variation d'un exercice à l'autre		- 438	+ 818	+ 204	+ 702
- Achats d'énergie	5.418	4.860	6.063	6.247	7.453
- Variation d'un exercice à l'autre		- 558	+ 1.203	+ 184	+ 1.206

Ces variations comparées sont incohérentes.

A minima, car la structure tarifaire comporte un effet de levier entre l'achat d'énergie et la valorisation de la partie proportionnelle R_1 , on devrait constater :

- Sur 2002 : Une baisse plus importante des recettes R_1 d'au moins - 120 K.€.
- Sur 2003 : Une hausse plus importante des recettes R_1 d'au moins + 385 K.€.
- Sur 2004 : Un écart mineur plus important des recettes R_1 d'au moins - 20 K.€.
- Sur 2005 : Une hausse plus importante des recettes R_1 , d'au moins + 504 K.€.

Comme il n'apparaît pas de façon évidente des anomalies dans l'analyse des tarifs (cf I-1c) la cause de ces écarts ne peut résulter que d'erreurs dans les volumes vendus. Ce point important devra faire l'objet d'une analyse technique approfondie.

Ceci étant, ces incohérences ont une incidence sur le résultat avant impôt tel qu'il a été présenté par la société.

Reprenant maintenant les différents points soulevés, nous obtenons :

	(K.€)			
	2002	2003	2004	2005
Résultat <u>courant</u> avant impôt de la S.D.C.C.	998	460	862	19
Anomalie des variations R_1 et achats énergie	- 120	+ 385	- 20	+ 504
Vente au LEM majoration du coefficient (cf. I-1d)	+ 158	+ 205	+ 209	+ 235
Quota CO ₂ (cf. I-2c)	-	-	-	+ 275
Exclusion des prestations exploitation ELYO (cf. II-3-a) (sous réserve d'inventaire)	+ 330	+ 341	+ 354	+ 364
Réduction du poids de l'assistance administrative, pour le porter à 2 %	+ 443	+ 414	+ 440	+ 505
Refacturation au LEM de sa quote-part de l'assistance administrative prise à 2 %	+ 29	+ 38	+ 39	+ 44
RESULTAT <u>COURANT</u> CORRIGE	1.838	1.843	1.884	1.946

Toutes choses qui situeraient le résultat courant à un niveau moyen de 16 % du chiffre d'affaires.

COMPLEMENTS D' INFORMATIONS

Lors d'un entretien avec des responsables de ELYO Ile de France, MM. BARRIER et LAHAYE, au cours duquel nous évoquions les problèmes de Clichy, ces messieurs m'ont fait part de leurs conclusions concernant les deux audits effectués qui n'ont pas donné de résultats pouvant amener des changements.

Ceci est d'autant plus surprenant qu'après examen de ces audits qui en 2004 auraient dû permettre à la Municipalité de Clichy d'exiger une mise à plat de ces conventions et cahiers des charges sans oublier le trop perçu.

Ils sont en tous points convergents avec les chiffres qui ressortent de cet audit.

Il sera joint quelques feuillets intéressants de FINANCE CONSULT qui se réfère aussi à l'Article 1411-1 du C G C T car ce n'est que l'examen des C R F donc diffusés " Public ".

On retiendra pour l'essentiel les chiffres suivants :

Une observation sérieuse sur l'avenant n° 8

Les comptes G E R demandaient une vérification très sérieuse, ils sont d'une importance capitale en fin de convention.

Le réseau de Clichy en 2002 se situait parmi les plus chers, environ de 47%.

Il est signalé un coût supérieur de 108% en avantage au LEM (Levallois).

Ces quelques informations montrent le bien fondé et surtout le SUIVI de l'exploitation.

Enfin, il est intéressant de prendre connaissance des règles d'amortissement des 15 ans appliquées par la C D C C sans être concessionnaire mais Fermier avec un avenant n°2 à la

convention de concession de la C G C D d'une durée de 30 ans, prolongée de 20 ans, contraire à la législation.

Un simple extrait de leur bilan montre bien que les emprunts n'ont été consentis qu'avec la Garantie de la Ville, par un nombre important d'édifices bancaires, ce qui a entraîné des frais totalement inutiles.

PREAMBULE

Par convention en date du 18/1/1965, la Ville de CLICHY La Garenne a concédé la concession du service public de chauffage urbain à la Société de Distribution de Chaleur de CLICHY pour une durée de 30 ans, qui a été prolongée jusqu'au 30/9/2015 par avenant signé le 10/12/1991.

A ce jour, la convention a fait l'objet de 8 avenants successifs.

A compter de l'exercice 2001-2002 et pour une durée de trois exercices, la ville de Clichy souhaite mettre en œuvre un contrôle opérationnel de cette concession en confiant à des experts indépendants une mission d'assistance et de suivi technique et financier.

Pour répondre à cette attente, les sociétés H&TC et FINANCE CONSULT ont associé leurs compétences dans le cadre d'un groupement, dont H&TC est le mandataire.

Le contrôle s'exerce dans le cadre des obligations faites aux communes de suivre les délégations de service publics.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivité Territoriales, le concessionnaire du chauffage urbain remet chaque année au concédant un rapport technique et financier. Ce rapport, ainsi que les analyses et visites sur site effectuées tout au long de l'année par H&TC, servent de base à l'établissement du contrôle de la concession.

Sur le plan énergétique, nous notons que le rendement de la centrale est estimé. Cette estimation empêche d'avoir une bonne vision de la performance énergétique de la centrale. Pour pallier ce problème, un compteur d'énergie doit être installé sur le départ réseau, en sortie de centrale.

Si l'on en croit SDCC, le rendement global moyen pour 2002 varie de 69.4% à 92.6% pour s'établir à 84.5% en moyenne. Ce rendement nous paraît assez élevé pour un réseau comme celui de Clichy.

D'autre part, il apparaît que l'utilisation réelle de l'énergie n'est pas en phase avec les proportions retenues dans l'avenant 8. Un réajustement de cette répartition dans le tarif du réseau de Clichy permettrait de dégager une marge de manœuvre sur le prix de vente de la chaleur.

Sur le plan technico-économique, notre attention s'est portée sur le poste GER. Nous avons pu constater que les dépenses de l'exercice 2002 se sont maintenues au même niveau qu'en 2001, c'est à dire à un coût élevée.

A fin 2002, le solde GER est excédentaire (+1 431K€HT en décembre 2002). Il apparaît que la dotation actuelle est élevée compte du solde à fin 2002 et ceux même si d'important travaux sont à prévoir dans les années à venir (mise en conformité des sous stations, création d'un site de dépotage pour le fioul...); de plus, compte tenu des travaux engagées, depuis quelques années, une réduction du tarif de vente de la chaleur, doit permettre de réaliser une économie d'environ 60 K€ sur les dotations GER.

Enfin, notre analyse de la tarification du réseau de chaleur de Clichy confirme que ce dernier est cher en comparaison des autres réseaux de chaleur mais également par rapport à des installations collectives au fioul ou au gaz.

Pour un logement type (dont le détail est donné au §4.5.1) le niveau de charge chauffage est de 720,2 €HT/logement.

Le prix de vente du MWh pour un abonné à Clichy est de 58.02 €HT/MWh.

4.4.3. Sous stations

540 045,00 € H.T. ont été affectés aux sous stations du réseau de chaleur, dans le cadre du GE/GR.

	1998	1999	2000	2001	2002
Budget (k€ HT)	182,48	192,85	163,12	183,70	166,17
Dépenses réelles (k€ HT)	284,43	178,78	223,60	314,81	540,05

Les investissements les plus importants concernent la remplacement et la mise en conformité d'équipements (Vannes 3 voies, vannes de détente, thermomètres, manomètres, échangeurs).

Notons que dans le rapport de concession, la SDCC n'a pas fourni de justificatifs pour 1 factures. Soit -192 145 €HT de factures non justifiées. Après l'entretien avec la SDCC, nous avons pu déterminer que ces montants étaient dues à une sous traitance demandé par la SDCC auprès de la société FNP, pour la mise en conformité de l'ensemble des échangeurs en sous station.

4.5. Positionnement économique du réseau de chaleur de Clichy

Nous utiliserons 2 méthodes pour apprécier le coût global de la chaleur.

La première consiste pour un bâtiment type, par analyse de la facture globale, à situer le prix du réseau de chaleur par rapport aux prix constatés sur les différents réseaux de l'enquête AMORCE (c.f. annexe 5).

La deuxième est l'expression du coût global de la chaleur calculé à partir des recettes globales divisé par le nombre de MWh vendus.

4.5.1. facture globale annuelle pour un logement type

Le bâtiment type comprend 104 logements, ses consommations sont réparties entre chauffage et eau chaude sanitaire (détail en annexe 5).

Le coût annuel par logement, hors dépenses de fonctionnement en aval du compteur c'est à dire du circuit secondaire, est de 649,27 € HT.

Si l'on intègre les charges d'entretien et de renouvellement des installations secondaires (71 €HT/logement)*, on obtient un niveau de charge chauffage qui s'élève à 720,2 €HT/logement/an soit 861,36 €TTC/logement/an (TVA à 19,6%).

Le graphe présenté en annexe montre que le réseau de chaleur de CLICHY est l'un des plus cher de l'échantillon (analyse sur les prix de 2002 avec le tarif de base).?

Il se situe à la 74^{ème} position sur les 78 réseaux sur lesquels s'est basée l'enquête AMORCE.

4.5.2. Coût global de la chaleur

En première approximation, on peut calculer le coût global annuel de la chaleur en divisant le total des recettes annuelles, provenant de la vente de la chaleur, par le volume d'énergie vendue aux abonnés.

Avec cette hypothèse, on obtient les prix moyens de la chaleur, sur les années 1998 à 2002, qui s'établissent comme suit :

Années	Total recettes R1 R2 (€HT)	Nombre de MWh vendus	Prix du MWh (€HT)
1998	6 865 915	150 180	45,72
1999	7 210 263	154 530	46,65
2000	9 578 745		
2001	10 705 310	239 203	44,75
2002	10 240 000	225 004	45,56

Ce prix du MWh en 2002, d'environ 45,56 €HT tout compris, est mal placé dans notre échantillon de réseaux de chaleur.

Mais cette méthode ne prend pas en compte les aménagements tarifaires du LEM.

Une première méthode plus approfondie pour déterminer le coût réel du MWh à Clichy consiste à prendre le chiffre d'affaires des ventes de chaleur sur Clichy (R1+R2), rapporté au nombre de MWh vendus sur Clichy. On obtient un prix du MWh à 58,12 €HT/MWh, soit un coût du MWh supérieur de +108 % par rapport au prix constaté avec fourniture de chaleur au LEM, qui est vendu 23€HT/MWh.

Une autre méthode consiste à reprendre notre calcul de la facture globale annuelle pour un logement type (c.f. §4.5.1) que l'on rapporte à la consommation annuelle d'énergie pour le chauffage sur ce même appartement.

On obtient par cette méthode un prix du MWh à 53,73 €HT.

PRESENTATION

1.1 Le contexte

En janvier 1965, la ville de Clichy la Garenne a concédé la construction et l'exploitation d'une installation collective de distribution de chaleur sur son territoire à une société dédiée, la SA Société de Distribution de Chaleur de Clichy (SDCC) (Ex-Compagnie Générale de Chauffage à distance), filiale du groupe ELYO, pour une durée de 30 ans. Cette concession a été prolongée par avenant jusqu'au 30 septembre 2015.

Une convention tripartite relative au transfert d'énergie calorifique du réseau de la CPCU vers la société Levallois Énergie Maintenance (filiale de la société INES) par l'intermédiaire des canalisations de la commune de Clichy a été signée entre la commune de Clichy, la SDCC et INES en 1990.

Depuis 1999, la ville de Clichy a souhaité mettre en œuvre un audit complet concernant cette concession en confiant à des experts indépendants des missions d'assistance juridique, technique et financière. Dans ce cadre, elle a confié à la société FINANCE CONSULT une mission d'assistance financière pour l'audit des comptes de la concession.

Dans un premier temps, l'analyse des conditions financières d'exécution du service a pour objet de confirmer la sincérité, la fidélité et la conformité des recettes et charges du service avec le dispositif contractuel.

Dans un second temps, FINANCE CONSULT rappellera et complètera en tant que de besoin, les pistes d'aménagement éventuels, identifiées dans les différents audits et ayant pour objectif une diminution du coût du service pour l'utilisateur.

48

La tarif moyen (total des ventes de chaleur chauffage et eau chaude sanitaire rapporté au nombre de MWh vendus) de vente de chaleur aux abonnés du réseau s'élève, sur l'exercice, à 58.12 € HT/MWh (+ 4.4% par rapport à 2001) ce qui situe ce réseau parmi les plus chers de ceux qui ont été étudiés par FINANCE CONSULT.

Il convient de signaler que la moyenne nationale de l'échantillon AMORCE en 2002 ressort à 39.41 €HT/MWh. Le tarif de vente de la chaleur sur le réseau de Clichy serait alors supérieure de 47 % à la moyenne de l'échantillon AMORCE.

L'abonné "Elyo pour LEM" est facturé sur la base d'un tarif spécifique sur lequel nous revenons dans le paragraphe plus bas "d) Analyse des tarifs à destination du LEM".

Analyse évolution 2001-2002 sur le réseau

- ✓ En ce qui concerne la **composante proportionnelle** du tarif de vente de chaleur aux usagers (tarif R1), la baisse des ventes de 7.6 % pondérée par la hausse du tarif R1 moyen de 4.4 % conduit à une **baisse de la recette R1 de 3.5 %.**
- ✓ La baisse de 4 % de la composante fixe de la tarification (R2) n'est pas compensée par la faible hausse des puissances souscrites (+0.2%) : la **recette R2 réseau baisse de 3.7 % en 2001.**

L'**avenant n° 8** au contrat de concession approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 18/12/2001 a modifié à la hausse les tarifs de vente de chaleur.

Selon les articles 1 et 2 de cet avenant, les tarifs de référence sont les suivants:

	Tarif de base 1997 (Avenant 7)	TARIF de base 2001 (Avenant 8)	Tarif de base 1997 (Avenant 7)	Tarif optionnel 2001 (Avenant 8)
R1	25,52 €/MWh	37,66 €/MWh	33,90 €/MWh	46,81 €/MWh
R2 (€/kW)	37,57 €/kW	41,59 €/kW	19,76 €/kW	22,14 €/kW

D'après les éléments de réponse fournis par le délégataire, les tarifs de vente mensuels ont évolué de la manière suivante:

	Proportionnel (R1) en €/MWh		Abonnement (R2) en €/kW	
	Base	Optionnel	Base	Optionnel
janv-02	36,56	45,72	40,64	21,18
févr-02	36,44	45,58	40,60	21,16
mars-02	36,61	45,76	40,65	21,18
avr-02	35,46	44,63	40,67	21,19
mai-02	35,45	44,65	40,81	21,24
juin-02	35,41	44,65	40,93	21,28
juil-02	37,04	46,32	41,29	21,57
août-02	37,11	46,40	41,30	21,57
sept-02	37,33	46,66	41,46	21,62
oct-02	37,16	46,50	41,50	21,64
nov-02	37,17	46,53	41,55	21,66
déc-02	37,10	46,48	41,65	21,69
Moyenne année 2002	36,57	45,82	41,09	21,42

Les tarifs R1 et R2 sont inférieurs aux tarifs fixés dans l'avenant 8. D'après les premières analyses effectuées par le cabinet HABITAT ET TERRITOIRES CONSEIL, cet écart est dû à la baisse des indices de révision appliqués. Ce point fera l'objet d'une analyse plus approfondie par ce même cabinet.

Par ailleurs l'évolution importante du R2 sur l'exercice (+2,48% en 11 mois), conduit à regretter l'absence de partie fixe dans la clause de révision de l'avenant 8.

d) Analyse des tarifs à destination du LEM

Une partie importante des ventes de chaleur (34 %) est à destination d'ELYO pour les besoins du réseau de Levallois (le LEM).

Ce transfert de chaleur de la CPCU au LEM est régi par une convention tripartite datée de 1990 qui prévoit la tarification suivante:

- **Partie proportionnelle : tarif CPCU * 1.03**
- **Partie fixe : Auparavant, cette partie fixe était de 51 K€ sur 7 mois, (soit 28.76% de 178 K€, montant de l'abonnement CPCU). Depuis janvier 2002 la SDCC a consenti d'augmenter la quote-part répercutée au LEM, la faisant passer à 66 K€ sur 7 mois.**

5. Détail des tarifs mensuels appliqués aux usagers (abonnés et ELYO pour LEM) et application des formules de révision.
6. Détailler et fournir des documents concernant le poste "autres produits activités annexes" qui apparaît pour 54 K€ (droits de raccordements? redevances LEM? refacturations à Elyo?) et "autres produits de gestion courante" (311 K€).
7. Décomposer le poste reprises sur provisions et amortissements qui apparaît pour 984 K€. Fournir des explications et les justificatifs nécessaires.

Charges d'exploitation

8. Fournir les copies des factures d'achats de fioul.
9. Fournir copie des factures d'achats de gaz.
10. Fournir les informations sur les prix et les quantités de vapeur achetées à la CPCU. Fournir les copie des factures d'achats. Commenter le retraitement de la provision de 528 K€ passée suite à l'erreur détectée sur les factures CPCU en 2001 et de sa régularisation?
11. Fournir les factures d'eau et d'électricité pour l'exercice 2002.
12. Justifier le doublement du poste "primes d'assurances" entre 2001 et 2002 et communiquer la police d'assurance et les modalités d'imputation (assurance propre ou refacturation de l'assurance groupe pour quote-part aux filiales?)
13. Etats des créances clients et des factures en litige.
14. Point sur les sinistres éventuels.
15. Détails et justificatifs concernant les charges et produits financiers.
16. Détails et justificatifs concernant les charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion.
17. Expliquer l'augmentation de la dotation aux provisions pour GER de 27 % en 2002. Décomposer et détailler ce posté.
18. Fournir le nouveau prévisionnel actualisé des Amortissements pour caducité.

19. La taxe professionnelle a augmenté de 20% entre 2001 et 2002. Justificatifs et modalités de calcul? Confirmer que la SDCC bénéficie toujours du plafonnement à la Valeur Ajoutée.
20. Expliquer la forte augmentation des frais de personnel (+ 13%)
21. Décomposer et justifier le montant des dotations aux provisions (1.533 K€), notamment au regard de sa forte augmentation de 13% par rapport à l'exercice 2001.
22. Expliquer la chute brutale de 46% des frais financiers (de 547 K€ en 2001 à 373 K€ en 2002).

Annexe 5: Questions en suspens

Les questions complémentaires suivantes restent à poser à la SDCC:

1. Expliquer les raisons pour lesquelles les dépenses de GER ne sont que partiellement imputées sur les provisions.
2. Les approvisionnements en matières premières posent un certain nombre de questionnements:
 - Sur la valorisation des stocks de fuel et les aberrations constatées lorsque le niveau de déstockage est ramené à la quantité de fuel consommé (hors achats)
 - Sur le gaz et la vapeur: les consommations sont supérieures aux quantités achetées. Plus particulièrement sur les achats de vapeur, les factures transmises permettent de reconstituer le totalité de la charge alors que les volumes consommés sont supérieurs aux volumes achetés à la CPCU.
 - Les rendements du réseau sont très supérieurs à ceux rencontrés sur des réseaux de chaleur équivalents. Il conviendrait de se faire confirmer de tels niveaux de rendement
3. Sur les Travaux d'investissement du domaine concédé:
 - Expliquer les écarts entre le niveau d'investissement en 2001 (396 K€) tel qu'il apparaît dans le CRF 2001 et tel qu'il apparaît dans le CRF 2002 (445 K€)
 - Expliquer la méthode de calcul des amortissements de caducité, et plus particulièrement des amortissements sur emprunts, sur financement et sur sinistre chaudière, ainsi que des amortissements industriels (règle des 15èmes)
 - Préciser la nature de l'investissement "sinistre chaudière"
 - Communiquer la date de la future consolidation des investissements

4.1 SYNTHÈSE ET PRÉCONISATIONS**4.1 Synthèse de l'exercice**

Les différentes études menées par les cabinets FINANCE CONSULT et HABITATS ET TERRITOIRES depuis 1998 jusqu'en 2001 avaient permis de mettre en évidence des marges de manœuvre devant permettre d'aboutir à une révision à la baisse du tarif de vente de chaleur aux abonnés.

Les observations réalisées par FINANCE CONSULT dans le cadre du présent audit viennent confirmer et préciser ces pistes, et permettent de relever un certain nombre d'anomalies qui méritent investigation:

- ✓ **L'importante évolution de la partie R2 du tarif de vente de chaleur (+2,45% sur 11 mois) conduit à regretter l'absence de partie fixe dans la clause de révision de l'avenant 8.**
- ✓ **Les réserves émises sur les modalités de calcul de la tarification de la chaleur à destination du LEM, et qui sont reprises dans le présent rapport p.12 et plus en détail dans une note annexée au rapport d'audit sur l'exercice 2001, sont toujours d'actualité. Le mode de tarification actuellement appliqué contribue à faire porter aux usagers du réseau une grande partie des charges qui incombent au LEM.**
- ✓ **Les postes d'approvisionnement en énergie soulèvent un certain nombre d'interrogations de la part de FINANCE CONSULT, en particulier de décalages importants suite à des volumes achetés supérieurs à ceux utilisés pour les besoins du réseau (en particulier concernant les achats de vapeur), de surtarification et de valorisation des stocks**
- ✓ **Le niveau des charges de personnel, très supérieur aux ratios moyens constatés, devra être justifié.**

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN
=====

La SOCIETE DE DISTRIBUTION DE CHALEUR DE CLICHY s'est engagée à payer le principal, les intérêts et accessoires des sommes empruntées suivantes :

1°) - EMPRUNTS UNIFIES DES COLLECTIVITES LOCALES

. Principal.....	7.506.710,69	
. Intérêts et accessoires	2.568.819,36	
	<u>10.075.530,05</u>	

2°) - PRET COMITH

. Principal.....	9.909.877,-	
. Intérêts.....	4.746.258,-	
. Commission d'intervention 0,90 %..	647.964,80	
. Commission d'encours 0,20 %..	168.426,57	
	<u>15.472.526,37</u>	

Caution B.S.U.M. sur différence d'intérêts 1.863,10

3°) - PRET RELAI UFILOM

. Principal.....	2.400.000,-	
. Intérêts et accessoires.....	2.075.287,50	
	<u>4.475.287,50</u>	

4°) CONTRAT LOCATION VENTE LOMICO

. Matériel Autophon.....	20.128,-	
--------------------------	----------	--

30.045.335,00
=====

ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN
=====

1°) EMPRUNTS UNIFIES DES COLLECTIVITES LOCALES

- Garantie solidaire et inconditionnelle de la Ville de CLICHY d'assurer le paiement des annuités comportant remboursement du capital et règlement des intérêts (délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 1966) soit un montant de..... 10.075.530,

2°) PRET COMITH

- Garantie solidaire et inconditionnelle de la Ville de CLICHY d'assurer le paiement des intérêts à concurrence de 7,50 % l'an et le remboursement du capital pour le prêt COMITH de 10.000.000 de francs (délibération du Conseil Municipal en date du 1er avril 1968) soit un montant de..... 15.248.174,
- Caution solidaire de la Banque de Suez et de l'Union des Mines pour le paiement de toutes les sommes dues au titre du présent prêt qui ne sont pas couvertes par la garantie de la Ville, soit un montant de..... 171.352,

3°) PRET RELAI UFILOM

- Garantie solidaire et inconditionnelle de la Ville de CLICHY d'assurer le remboursement de toutes les sommes en capital, intérêts au taux de 8,15 % et accessoires (délibération du Conseil municipal du 23 février 1970) soit un montant de..... 3.919.875,

29.414.931.

4°) ADMINISTRATEURS AYANT DEPOSE DES ACTIONS EN GARANTIE

- Messieurs CAMON André
de LECLUSE Yves
CHEVALLIER Jean Yves
VISSEQ Aimé
COMPAGNIE GENERALE DE TELE CHAUFFAGE

I - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLESGénéralités

Les comptes de l'exercice clos le 30 Septembre 1989 sont établis en conformité avec les dispositions légales en vigueur compte tenu des adaptations spécifiques prévues par le guide comptable des entreprises concessionnaires de 1975. Enfin, quelques informations complémentaires vous sont données afin de permettre une meilleure lecture des résultats ; le détail en est donné ci-après.

I.1. Méthodes d'évaluation

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, elles ne prennent pas en compte d'intérêts financiers.

I.2. Calcul des amortissements et provisions

1.21 Amortissements :

Instal. tech, mat, out. ind	5 et 15 ans linéaire
Instal. gén., agenc, aménag.	5 et 10 ans linéaire
Matériel de transport	4 et 5 ans linéaire
Bureau, informatique, mob.	3.5 et 10 ans linéaire

1.22 Provisions sur actif circulant :

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

I.3. Changement de méthode :

NEANT

CONCLUSIONS

La Ville de CLICHY la GARENNE montre son désir de faire la lumière sur des conventions qui ne sont plus adaptées en raison de leurs anciennetés, CHAUFFAGE URBAIN - EXPLOITATION DES BATIMENTS COMMUNAUX.

Les extraits de pièces administratives montrent les écarts de compréhension dans les décisions prises en 1963.

On constate que la proposition d'origine n'a pas été respectée, la proposition de la COMPAGNIE DE CHAUFFAGE A DISTANCE a immédiatement été transférée à une société qui n'avait pas les garanties pour emprunter.

C'est pourquoi on a demandé la garantie de la Ville, on ne pouvait plus parler de concession.

Les frais financiers ont été très lourds, les distributions ont été importantes.

L'examen des bilans de 1966 à 1999 montre la montée en puissance des frais qui auraient pu être évités par une prise directe des emprunts.

Il faut prendre conscience qu'en 2007 on ne peut faire gérer un service public par une société sans en effectuer un contrôle d'une part et garder la charge financière dans les dépenses publiques d'autre part.

Il faut revoir le compte G E R pour faire effectuer le remboursement du trop-perçu, c'est la différence entre la dotation et les travaux réellement exécutés dans cette partie, avec un inventaire strict du renouvellement et de l'entretien.

Suivre l'évolution de la Ville dans l'implication territoriale et ses grands projets.

Enfin, il est, je pense, impératif de demander le remboursement et la participation de la Ville dans les bénéfices qui sont très importants et font l'objet d'une annexe pour Monsieur le Maire de la Ville de CLICHY la GARENNE.

Michel PILLE
Ingénieur conseil

ANNEXE

Il nous semble logique de prendre comme référence de résultat le dernier exercice connu au moment de l'audit donc le bénéfice réalisé par la Société d'exploitation, c'est-à-dire 16% de son chiffre d'affaire d'où un chiffre courant corrigé de :

1.946.000 Euros

La Ville devrait logiquement récupérer une partie de ces sommes que l'on estime à 10% du C A soit:

1.200.000 Euros par année d'exploitation depuis l'avenant n°2, soit 16 ans.

Cette somme est à l'appréciation du Concédant et peut être portée à un niveau supérieur dans le temps car on pourrait qualifier certains résultats d'**ENRICHISSEMENT SANS CAUSE.** (Art: 1376 du Code Civil).

La société ELYO verra peut-être, dans un esprit de conciliation, la solution sage de faire une proposition nouvelle à des conditions financières correctes, mais un contrôle sévère devra être fait de tous les articles d'un avenant et du rabais consenti.

Fait pour servir ce que de droit.

Neuilley, le 20 juin 2007

Michel PILLE

Ingénieur Conseil

fait en 4 exemplaires
MP